



à

**Monsieur Franck ROBINE**

Préfet

Chef de Cabinet

auprès de M. le Premier Ministre

Hôtel de Matignon

57 rue de Varenne

75700 Paris

Monsieur,

Nous vous remercions de la réponse que vous venez de nous faire parvenir au sujet de notre demande d'audience faite en date du 4 mai et dont le sens est différent de la première réponse reçue de la part de M Boullier le 25 mai.

Nous comprenons bien entendu les contraintes d'emploi du temps de Monsieur le Premier Ministre. Pour autant, nous nous permettons d'insister pour obtenir une audience dans les prochains jours.

En effet, comme nous l'avons écrit le 4 mai, la situation est urgente. Le 27 mai, dans de nombreux départements nos organisations ont pu témoigner auprès des préfets, en audience, de la nécessité de mettre en œuvre avant la fin juin, des mesures juridiques ou réglementaires pour prolonger le contrat de ces salariés qui se retrouveraient sans aucune perspective d'emploi durable.

Les témoignages recueillis, les enquêtes que nous avons menées prouvent que ces salariés recrutés en 2006 sur la base de contrats aidés (CAE, CAV) n'ont majoritairement bénéficié d'aucun accompagnement, d'aucun suivi pour un parcours d'insertion professionnelle, contrairement à ce qui avait été annoncé. Dans ces conditions, comment pourraient-ils trouver un emploi durable sans cette aide qui leur était due ?

Depuis plusieurs mois, nous alertons les ministères sur cette situation, mais nous n'avons aucune réponse à court terme qui permette de résoudre la situation urgente que nous décrivons.

.../...

Dans la situation économique et sociale que traverse notre pays, vous comprendrez que nous ne pouvons pas accepter que 30 000 de ces salariés de droit privé, recrutés dans le cadre du plan de cohésion sociale de Jean Louis Borloo, en 2006, se retrouvent systématiquement, à la fin de leur contrat, au chômage.

En vous remerciant de l'attention que vous porterez à notre demande et dans l'attente de vous rencontrer, nous vous prions de revoir nos salutations distinguées.

Paris, le 02 juin 2009

Christian Chevalier, Secrétaire Général du SE-UNSA

Thierry Cadart, Secrétaire Général du SGEN-CFDT

Gilles Moindrot, Secrétaire Général du SNUipp-FSU

Catherine Perret, Co-secrétaire Générale de l'UNSEN-CGT

Murielle Michelin, Présidente de l'UNCEVS